les CONSEILS OUVRIERS ITALIENS

0,60 franc

série HISTOIRE

1

L'expérience des conseils ouvriers italiens si riche en enseignements pour le mouvement ouvrier est souvent évoquée. Malheureusement, nous possédons en France bien peu de documents et d'études concernant cette période historique et les réalisations effectives que le prolétariat italien a engendré à travers ces organismes de classe.

La brève étude que nous proposons à nos lecteurs a pour objet de pallier partiellement à ce manque d'information et de mieux préciser l'importance historique et politique que revêt ce mouvement où les anarchistes eurent un rôle important.

ORGANISATIONS POLITIQUES PRESENTES DANS LE MOUVEMENT DES CONSEILS

U.S.I. : Union Syndicale Italienne (syndicalisme révolutionnaire).
Créée en 1912 au Congrès de Modène par les animateurs de la tendance "Action Directe" de la C.G.L.
Organe: "Guerra di classe".

U.A.I. : Union Anarchiste Italienne (communiste libertaire) animée par Errico Malatesta et Luigi Fabbri.
Organe: "Umanita Nova".

G.L.T. : Groupe Libertaire Turinois animé par Pietro Ferrero et Maurizio Garino.
Le G.L.T. collabora à l' "Ordine Nuovo" d'Antonio Gramsci.

"ORDINE NUOVO" : section socialiste turinoise animée par Antonio Gramsci, publie le journal du même nom.

"IL SOVIET" : groupe socialiste de Naples animé par Amadeo Bordiga, publie le journal du même nom.
Les groupes "Ordine Nuovo" et "Il Soviet" devaient concourir à la fondation du P.C.I.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

NOIR ET ROUGE, L'Autogestion, l'Etat et la révolution, Paris, 1968.

AUTOGESTION, Expériences d'autogestion en Italie, Paris, 1969.

GRAMSCI Antonio, Le mouvement turinois des conseils d'usine, rapport au IIè Congrès de l'Internationale Communiste, Paris, 1959.

LEONETTI A., Mouvements ouvriers et socialistes italiens, Paris, 1952.

L'ITALIE D'APRES-GUERRE

L' Italie ressentit plus durement que les autres pays capitalistes occidentaux les effets de la guerre mondiale.

L'entrée en guerre de l'Italie avait été une aubaine pour le capitalisme italien en proie, à la veille du conflit, à des difficultés insurmontables. La guerre favorisa l'accentuation du processus de concentration industrielle et liquida les archaïsmes économiques. Ainsi durant la période allant de 1915 à 1917, le taux de profit moyen passa de 4,26 à 7,75% et pour les principales branches de l'industrie de 8% à 15 et même 30% (automobile).

Parallèlement à cette expansion affectant le Nord industriel, l'Italie méridionale, essentiellement agraire, voyait la production des denrées agricoles chuter pendant la guerre. La mobilisation, tant militaire qu'industrielle, entraîna une ponction formidable de main-d'oeuvre qui contribua à anémier les zones agraires. Par ailleurs, la concentration industrielle prolétarisa brutalement toute une fraction de la petite-bourgeoisie qui, après-guerre grossit les rangs des chômeurs. A ce tableau, ajoutons les effets de l'inflation galopante, la dévaluation de la lire (80% de 1914 à 1920) et la baisse formidable du niveau de vie.

La bourgeoisie italienne, qui escomptait tirer de l'engagement du pays au côté de l'Entente (Grande-Bretagne, France, Russie) une stabilisation de la situation sociale, un réajustement de ses structures économiques et un gain territorial, pensait que la guerre serait de courte durée et finança le conflit de manière complètement inconsidérée si bien que le déficit de l'Etat d'éleva de 214 millions de lires en 1914-15 à 23 345 millions en 1918-19 et le gros des dépenses fut supporté par la petite bourgeoisie et les classes exploitées.

La guerre coûta en outre à l'Italie 600 000 morts et 500 000 mutilés et ne lui rapporta quasiment rien au regard des droits de réparation et des territoires obtenus par la France et l'Angleterre.

Après guerre, la crise que la bourgeoisie avait cherché à effacer par le conflit, ressurgissait de façon plus aiguë. Il fallait remettre les usines en marche, transformer les industries artificiellement gonflées par la production de guerre, reclasser les militaires démobilisés, enrayer la montée du chômage que les restrictions à l'émigration aux Etats-Unis aggravaient.

De 102 000 chômeurs en décembre 1920, le chiffre passa à 606 000 en janvier 1922.

La bourgeoisie italienne se montrait incapable de maîtriser la situation qu'elle avait engendré. La montée des luttes ouvrières et l'occupation des latifundia du Sud par les paysans héritiers du mouvement des fasci siciliens, la paupérisation des couches petites bourgeoises , les mouvements révolutionnaires en Russie, en Allemagne , en Hongrie, débouchaient en 1919 sur une situation insurrectionnelle.

LE MOUVEMENT DES CONSEILS

Le Mouvement des Conseils fut essentiellement localisé aux grandes villes du Nord et principalement à Turin qui fut et demeure à l'avant-garde des luttes. Turin fit très tôt figure de baromètre de la combativité ouvrière. La création de la FIAT en 1889 est à l'origine de cet état de fait . La FIAT, qui ne comptait lors de sa création que 50 ouvriers, en employait plus de 50 000 en 1920 et contrôlait quasiment toutes les petites industries locales. Turin avait donc en son sein un prolétariat parfaitement homogène et uni par ses traditions de luttes qui sut, pour reprendre la formule de Marx, transformer les idées en forces matérielles dès les premières heures du Mouvement. En 1917 Turin avait été le théâtre d'émeutes anti-militaristes sauvagement réprimées: 500 morts, des milliers d'ouvriers emprisonnés ou envoyés au front.

origine des conseils italiens

Si la création des Conseils ouvriers est un processus historique qui se répète dans toute révolution prolétarienne en tant qu'affirmation des capacités auto - organisationnelles de la classe ouvrière , il est tout de même nécessaire de noter qu'il y eut à Turin une sorte de préfiguration des Conseils qui, sans avoir le caractère révolutionnaire du Conseil lui-même , n'en demeure pas moins une expérience dont le prolétariat sut tirer en sa faveur des enseignements. En 1906 , un contrat collectif de travail fut signé à Turin par la F.I.O.M. (Fédération Italienne des Ouvriers de la Métallurgie). Ce contrat instituait un organisme baptisé "Commission Interne".

Celle-ci avait pour tâche de régler les différends pouvant ponctuellement opposer les ouvriers à la direction. Ce système fut très vite généralisé à toutes les usines de la ville. En août 1919, après la démission de la "Commission Interne" de l'usine FIAT-Centre, les ouvriers posèrent le problème de sa réelection et de son élargissement; aussi proposèrent-ils que chaque secteur de l'usine soit représenté au sein de la "Commission Interne", par un "Commissionnaire".

Cette revendication s'étendit bientôt à tous les autres centres industriels. Ainsi , en octobre 1919 , à la première assemblée générale des Comités d'Usine plus de 30 000 ouvriers étaient représentés. Les "Commissions Internes" élargies n'ont évidemment que peu de pouvoir dans l'entreprise et ce n'est que la structure de ces "commissions" et l'expérience des problèmes de gestion que les ouvriers ont pu y étudier qui leur confèrent une importance toute particulière.

La première vague: février - avril 1920

La radicalisation des luttes ouvrières entraîna simultanèment la constitution de milices patronales. Outre la Confédération Générale de l'Industrie , fondée en 1919 , on compte dans le Piémont de nombreuses organisations patronales qui fourniront aux groupes fascistes une force d'appoint pour faire régner l'ordre dans les entreprises et joueront le rôle de briseurs de grève . Toutes ces organisations tinrent en mars 1920 une conférence à Turin pour lutter contre les grèves qui , au mois de février , s'étaient étendues dans toute la Ligurie. En mars , toutes les usines de Turin sont paralysées et des Conseils apparaissent pour la première fois dans le sud de Naples.

Le 25 mars 1920 les ouvriers occupent les locaux de la FIAT et, forts des liens établis avec le personnel technique et tirant parti des expériences acquises lors des "Commissions Internes", créent et généralisent des Conseils d'Usine.

Des sections armées d'auto-défense sont créées. Le patronat réagit par le lock-out; ainsi 50 000 métallurgistes entrent de fait en grève.

Les tractations entre le patronat et les Conseils traînèrent durant 20 jours pendant lesquels la grève s'étend.

Le 14 avril, la grève générale est déclarée dans tout le Piémont. Le 16, les cheminots entrent en grève.

Le gouvernement , poussé à l'action par le patronat , décide d'envoyer la troupe mais les régiments envoyés à Turin sont bloqués par les cheminots et ceux envoyés à Gênes par les marins. Malgré la mobilisation,aucun service civil de transport n'achemina à bon port les troupes de l'armée. Celle-ci dut compter sur ses propres moyens.

Dans la seconde moitié d'avril , la grève générale est totale et en passe de devenir insurrectionnelle. Les anarchistes de l'U.A.I., les anarcho-syndicalistes de l'U.S.I. et les socialistes révolutionnaires de l' "Ordine Nuovo" unissent leurs forces contre l'Etat et soutiennent inconditionnellement les ouvriers dans leur lutte contre les bureaucrates du P.S.I. et de la C.G.L. qui, durant toute la période des occupations se refusèrent à cautionner un mouvement qui leur échappait. Une délégation des Conseils se rendit à Milan où se tenait le Conseil National du P.S.I. afin d'obtenir l'appui du parti, mais ils se heurtèrent à l'hostilité de ses dirigeants qui refusèrent même de publier dans l' AVANTI un appel de la section socialiste turinoise alors que Turin était assiégée par 20 000 policiers et soldats.

Le 24 avril , les Conseils , isolés , affamés par vingt jours de siège, se rendent et les métallurgistes déposent les armes.

L'échec du passage de la grève générale armée à l'insurrection armée et à la révolution est du aux organisations traditionnelles de la classe ouvrière (partis et syndicats) qui en portent en grande partie la responsabilité; ceci marqua un recul du prolétariat et un regain de l'offensive du patronat appuyé par ses milices et bandes fascistes.

Le 1er mai à Turin , la garde royale tire sur les manifestants et dans les jours suivants, les agressions contre les militants ouvriers se multiplieront.

III La seconde vague : septembre 1920

Le contenu des luttes de septembre est qualitativement bien inférieur à celui des luttes de février , mars et avril , et les problèmes d'ordre catégoriel (augmentation des salaires) et de "contrôle économique" de l'entreprise priment sur les problèmes politiques de l'expropriation des patrons et de la gestion directe de l'entreprise. Après deux mois de négociation , le patronat rompt les pourparlers le 13 août 1920.

Le 30 août , les forces armées occupent les établissements ROMEO à Milan.Le soir même,les 300 usines de Milan sont aux mains des ouvriers.

Le gouvernement Giolitti se contenta de faire encercler toutes les usines par l'armée et il enraya le mouvement de cette façon. Aucune liaison n'étant possible, à l'échelle nationale, le mouvement s'essoufla bien plus rapidement que lors de la première vague et les bureaucraties syndicales purent d'autant plus facilement négocier avec le patronat. Les dirigeants de la C.G.L. , réunis à Milan, les 9, 10 et 11 septembre , refusèrent de soutenir toute action révolutionnaire et se contentèrent de lutter pour le principe de la reconnaissance du contrôle syndical dans l'entreprise.

La lutte placée sur un tel terrain ne pouvait évidemment aboutir à rien d'autre qu'à la reprise du travail . La baisse de la combativité du prolétariat , consécutive à l'échec du mouvement en avril , et le grand découragement régnant dans les rangs ouvriers , permirent aux bureaucrates de faire adopter par les Conseils un projet visant à la reprise du travail en échange de l'obtention par les syndicats du droit au "contrôle économique" de l'entreprise. Le projet fut mis aux voix et l'emporta par 591 245 voix contre 409 596 et 93 623 abstentions.

Le 15 septembre , le gouvernement Giolitti , réunit à Turin les représentants de la C.G.I. (patronat) et des syndicats pour mettre au point l'accord sur le "Contrôle Syndical" de l'entreprise . Cet accord fut signé le 22 septembre et le 4 octobre le travail reprenait dans toute l'Italie.

LES

ENSEIGNEMENTS

Les révolutionnaires se doivent de tirer les leçons des mouvements passés et d'en analyser les échecs . La Commune de Paris , les révolutions russes et allemandes, la révolution espagnole sont autant de pages de l'histoire du prolétariat sanctionnées par le triomphe de la réaction.Nous ne devons pas nous contenter de louer les réalisations de ces révolutionnaires sans étudier les causes de leur échec car nous pensons , avec Anton Ciliga, que "Toute révolution nouvelle commence non sur la base où débuta la précédente mais en partant du point où la révolution antérieure a subi un enrayement mortel" (L'Insurrection de Kronstadt - La Révolution Prolétarienne, sept. 1938).

Nous pouvons légitimement nous demander comment un mouvement de l'ampleur de celui des conseils italiens put-il être si facilement défait et comment les bureaucrates du P.S.I. et de la C.G.L. qui ne jouèrent aucun rôle moteur dans les Conseils purent-ils finalement confisquer la parole aux Conseils et négocier en leur nom avec le patronat. Ces questions doivent être posées.

Les Conseils italiens réunissaient presque toutes les caractéristiques du Conseil, telles que le définit assez justement Arthur Lehning dans "Anarchisme et marxisme dans la Révolution Russe" : "Les Conseils ont pour caractère particulier de ne prendre naissance que pendant la révolution , d'être des organes fonctionnels de la vie sociale et économique , d'être incompatibles avec la nature et les buts

de tout parti politique , enfin DE N'AVOIR UNE VIE EFFECTIVE QU'APRES LA DESTRUCTION DE TOUTE FORME D'APPAREIL D'ETAT CENTRALISTE ET BUREAUCRATIQUE. Les Conseils réalisent la gestion autonome des usines par des Conseils d'Entreprise élus et celle de l'Agriculture par des Conseils et coopératives de paysans : le tout dans le cadre d'une CONSTRUCTION FEDERALISTE de la société fondée sur l'autonomie des communes".

Le Conseil est une structure organisationnelle née directement des luttes de classes. Le prolétariat dans l'histoire crée spontanément ses propres organes de lutte et de gestion rompant avec les formes organisationnelles traditionnelles . Le Conseil ne peut donc naître qu'en période révolutionnaire.

Pier Carlo Masini dans son étude: "Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils" écrit: "Les conseils représentent la réelle préfiguration de la société socialiste. Le mouvement des conseils constitue le processus de formation molléculaire de la société socialiste".

En Italie , les Conseils étaient en passe d'assurer le passage de la société capitaliste à la société socialiste . L'économie bourgeoise était court-circuitée . La production continuait sur des bases autogestionnaires. Ainsi Masini cite le cas des usines GALILEO de Florence qui maintinrent la production à 90% de la normale en surmontant les difficultés techniques, financières , organisationnelles de toutes sortes et en assurant la défense armée de l'entreprise . Nous pouvons également citer le cas de l'usine FIAT-Centre à Turin qui produisait quotidiennement 37 voitures par jour contre 67-68 en temps normal. Malheureusement la révolution n'était pas faite et détacher la phase de production de la phase de la distribution revient à nier tout processus économique dans sa globalité. L'économie italienne durant cette période n'était ni capitaliste, ni socialiste malgré l'appropriation collective des moyens de production et la gestion directe des entreprises.

L'anarchiste Luigi Fabbri rapporte : "On tenta également de continuer les services d'échange et de vente des produits et de fournitures en matières premières . On réussit en certains endroits , mais sur une petite échelle , malgré l'aide des cheminots et des ouvriers du transport . On vit que c'était là le point faible qui empêchait la prolongation du mouvement et le limitait aux seules industries de la métallurgie" (Umanita Nova, sept. 54).

La distribution sur des bases socialistes n'était aucunement possible dans la mesure où l'Etat, avec sa police et son armée n'avait pas été détruit . Les ouvriers italiens sous-estimèrent l'importance de l'Etat en pensant abattre le système capitaliste par le seul moyen des occupations . Ainsi n'y eut-il jamais qu'une situation de "double-pouvoir" alors que tout était possible . Les anarchistes étaient parfaitement conscients des insuffisances du mouvement et ils intervinrent dans les conseils pour qu'elles soient dépassées . Masini se faisait leur interprète: "Les Conseils résolvent à moitié le problème de l'Etat: ils exproprient l'Etat de ses fonctions sociales , mais ils ne lèsent pas l'Etat dans ses fonctions anti-sociales . Ils réduisent l'Etat à un pléonasme mais ils n'éliminent pas ce pléonasme , ils vident l'appareil étatique de son contenu mais ils ne le détruisent pas . Mais puisqu'on ne peut vaincre l'Etat en l'ignorant, du fait qu'il peut faire sentir à tout moment sa présence en mettant en marche son mécanisme de contrainte et de sanction, il faut détruire aussi ce mécanisme. Les Conseils ne

peuvent accomplir cette opération et pour cela ils demandent l'intervention d'une force politique organisée : le mouvement spécifique de la classe, qui porte à terme une telle mission. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut éviter que le bourgeois , jeté à la porte dans ses vêtements d'industriel, ne rentre par la fenêtre déguisé en policier".

Une des autres causes de l'échec du mouvement est le manque de coordination des conseils entre eux . La plupart des villes industrielles possédaient des conseils mais la Fédération des Conseils ne vit jamais le jour. Luigi Fabbri note à ce propos: "Dans les grandes villes il y avait également des organes embryonnaires de liaison entre les usines , mais à vrai dire bien insuffisants . Les liaisons entre les usines des différentes provinces étaient encore plus insuffisantes , et au mieux, faites par la presse et des envoyés."

Toutes les tentatives visant à fédérer les Conseils échouèrent, d'une part à cause de l'encerclement militaire des usines et , d'autre part , à cause du travail de sabotage systématique développé par les syndicats et le P.S.I.

Les Conseils, isolés les uns des autres , ne purent passer à l'offensive de façon cohérente et les appareils politiques et syndicaux plus solidement structurés purent confisquer la parole aux travailleurs Les efforts des bureaucrates tendirent continuellement à perpétuer l'isolement des Conseils; ainsi , dans les usines , les militants anarchistes et socialistes révolutionnaires se heurtèrent constamment à l'inertie ou à l'hostilité des appareils.

La politique criminelle des dirigeants syndicaux et des bureaucrates du P.S.I. devait être sanctionnée , deux ans plus tard, par la prise du pouvoir par Mussolini.

DOCUMENT

Extrait d'une interview de Maurizio GARINO (animateur du Groupe Libertaire Turinois pendant les occupations d'usines), réalisée par les camarades de l'O.A.M. (Organisation Anarchiste Milanaise).
Traduit d'après le journal "A", n°3, avril 1971.

"Les Conseils selon nous devaient représenter tous les ouvriers et être des organismes de base , contrairement aux "Commissions Internes" menées par les dirigeants syndicaux , qui elles , ne représentaient que les ouvriers qui payaient leurs cotisations.

"En ce qui concerne les rapports des Conseils avec les organisations syndicales , trois thèses furent soutenues : la première voulait que les Conseils soient à l'intérieur des syndicats de façon à anéantir

peuvent accomplir cette opération et pour cela ils demandent l'intervention d'une force politique organisée : le mouvement spécifique de la classe, qui porte à terme une telle mission. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut éviter que le bourgeois , jeté à la porte dans ses vêtements d'industriel, ne rentre par la fenêtre déguisé en policier".

Une des autres causes de l'échec du mouvement est le manque de coordination des conseils entre eux . La plupart des villes industrielles possédaient des conseils mais la Fédération des Conseils ne vit jamais le jour. Luigi Fabbri note à ce propos: "Dans les grandes villes il y avait également des organes embryonnaires de liaison entre les usines , mais à vrai dire bien insuffisants . Les liaisons entre les usines des différentes provinces étaient encore plus insuffisantes , et au mieux, faites par la presse et des envoyés."

Toutes les tentatives visant à fédérer les Conseils échouèrent, d'une part à cause de l'encerclement militaire des usines et , d'autre part , à cause du travail de sabotage systématique développé par les syndicats et le P.S.I.

Les Conseils, isolés les uns des autres , ne purent passer à l'offensive de façon cohérente et les appareils politiques et syndicaux plus solidement structurés purent confisquer la parole aux travailleurs Les efforts des bureaucrates tendirent continuellement à perpétuer l'isolement des Conseils; ainsi , dans les usines , les militants anarchistes et socialistes révolutionnaires se heurtèrent constamment à l'inertie ou à l'hostilité des appareils.

La politique criminelle des dirigeants syndicaux et des bureaucrates du P.S.I. devait être sanctionnée , deux ans plus tard, par la prise du pouvoir par Mussolini.

DOCUMENT

Extrait d'une interview de Maurizio GARINO (animateur du Groupe Libertaire Turinois pendant les occupations d'usines), réalisée par les camarades de l'O.A.M. (Organisation Anarchiste Milanaise).
Traduit d'après le journal "A", n°3, avril 1971.

"Les Conseils selon nous devaient représenter tous les ouvriers et être des organismes de base , contrairement aux "Commissions Internes" menées par les dirigeants syndicaux , qui elles , ne représentaient que les ouvriers qui payaient leurs cotisations.

"En ce qui concerne les rapports des Conseils avec les organisations syndicales , trois thèses furent soutenues : la première voulait que les Conseils soient à l'intérieur des syndicats de façon à anéantir

l'autonomie des Conseils . La seconde , soutenue par Antonio Gramsci et par les socialistes de "l'Ordine Nuovo" était opposée à cette insertion et considérait les Conseils comme des organes révolutionnaires tendant à la prise du pouvoir politique. Et enfin , la troisième , défendue par nous,anarchistes, voyait dans les Conseils les organes révolutionnaires par delà les syndicats , capables, non de conquérir le pouvoir, mais de l'abattre.

"L'organisation des Conseils était caractérisée par la révocabilité immédiate , de la part de la base , de toute charge. Chaque département d'usine choisissait un commissaire en la personne d'un ouvrier, qui devait étudier tout le cycle de production et communiquer ses connaissances à ses camarades de département , ceci afin d'éviter toute hiérarchie dans les fonctions directives au sein de l'usine.

"Le Conseil d'Usine était nommé par la réunion des Commissions de département. Parallèlement , au niveau national , on essaya d'organiser un congrès pour lier fédérativement les Conseils d'Usine et pour désarçonner partis et syndicats.

"Le Conseil fut rendu impossible, peu de jours avant la date prévue, par l'offensive de la réaction (...).

"On peut affirmer que les Conseils ouvriers se formaient en épousant les structures complexes de l'usine et se différenciaient des organisations syndicales en produisant deux faits nouveaux:

1° Combattant dans l'ouvrier la mentalité de salarié , ils lui ont fait découvrir la conscience de producteur , avec toutes les conséquences d'ordre psychologique et pédagogique que cela comporte.

2° Eduquant et entraînant les ouvriers à l'autogestion , ils leur faisaient acquérir les connaissances nécessaires à la marche de l'usine

"Ainsi, les Conseils, à la différence des partis et des syndicats, n'étaient pas seulement des organisations contractuelles mais plutôt des associations naturelles, nécessaires, indivisibles".

TABLE DES MATIERES

I - L'ITALIE D'APRES-GUERRE

II - LE MOUVEMENT DES CONSEILS
- A- Origine des Conseils italiens
- B- La première vague: février-avril 1920
- C- La seconde vague: septembre 1920

III - LES ENSEIGNEMENTS

IV - DOCUMENT : interview de Maurizio Garino

la anarchie

B.P. 3020
31024 toulouse
cedex